

DIAL 2507

HONDURAS - Le pays continue à s'endetter pour payer une infrastructure détruite par des catastrophes naturelles

Néfer Muñoz

lundi 15 octobre 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Le Honduras a augmenté le montant de sa dette extérieure pour construire des ponts, des routes et des édifices qui n'existent déjà plus car ils furent détruits par des catastrophes naturelles. C'est un exemple du cercle vicieux dans lequel des pays fragiles se trouvent enfermés. Texte de Néfer Muñoz, paru dans IPS, septembre 2001.

L'économiste Ralf Flores, conseiller de l'Association des organismes non gouvernementaux (Asonog) a déclaré à IPS : « Il est injuste que nous continuions de payer la dette extérieure » de 5,6 milliards de dollars. Il considère qu'il est nécessaire que les pays créanciers effacent l'endettement du Honduras en raison de la destruction de l'infrastructure car, dans le cas contraire, le pays sera soumis au cercle vicieux de la pauvreté.

Le Honduras est un pays de 6 millions d'habitants dont 65 % vivent dans la pauvreté selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'Asonog a calculé que, avant l'ouragan Mitch de novembre 1998, la dette extérieure du Honduras atteignait 3,8 milliards de dollars. Après cette catastrophe, qui a coûté la vie à 5 600 Honduriens et a fait 1,5 million de sinistrés, elle a augmenté de plus de 1,7 milliard de dollars. Flores a affirmé que « la dette extérieure du Honduras est insoutenable » et qu'elle constitue de fait « le principal frein au développement ».

Le service de la dette - qui consiste dans le paiement des intérêts plus un petit versement pour le capital - a augmenté entre 1981 et 1999 pour atteindre 4,15 milliards de dollars, montant qui égale l'endettement total en 1999, selon les données de l'Asnog.

La Banque mondiale, l'un des créanciers, a calculé que pour chaque dollar qui rentre, le Honduras doit en déboursier six pour payer le service annuel de la dette.

Selon Flores, avec le déséquilibre financier, la dette extérieure a un coût humain car il empêche l'État hondurien de satisfaire à ses obligations en matière d'éducation, santé, logement et soutien à la croissance économique.

L'expert a déclaré : « Le pire de tout est que nous continuons à nous endetter pour payer l'infrastructure détruite, alors que ces ressources devraient servir à reconstruire le tissu social et économique. »

Après l'ouragan Mitch, 35 000 Honduriens environ ont émigré chaque année à la recherche de meilleures opportunités, selon les calculs de l'Asonog. Le politologue José Ramón Hernández a dit à IPS : « Ces chiffres montrent que la principale exportation du Honduras au cours de ces dernières années est celle

des êtres humains. » Hernández, ancien ambassadeur du Honduras à l'Organisation des Nations unies, a dit que, étant donné la crise économique et les conséquences de la dette extérieure, il ne faut pas s'étonner que le quart de la population du Honduras désire abandonner le pays.

Près de 60 % de la dette extérieure du Honduras a été contractée avec des organismes financiers multilatéraux, spécialement la Banque interaméricaine de développement (BID). L'Asonog soutient que la BID tout comme les autres créanciers devraient effacer la totalité de cette dette, car elle a déjà été payée économiquement et humainement. L'organisation propose également qu'avec les ressources ainsi dégagées, soit créé un Fonds national de lutte contre la pauvreté.

La sociologue Julieta Castellanos, professeur à l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH), université d'État, a déclaré à IPS : « la dette extérieure est d'un grand poids » non seulement en raison de son ampleur mais de son incidence sur la crise économique générale du pays. Elle a poursuivi en déclarant : « Les prix internationaux du café et de la banane ont chuté et les agriculteurs font face à de sérieux problèmes. Nous passons par une phase critique, réellement critique. »

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2507.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *IPS*, septembre 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.